



**PRÉFET  
DE LA MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale de la Moselle  
5 rue Charles Le Payen  
CS 50551  
POLYGONE - bâtiment GH  
57036 Metz

Metz, le 24/09/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **CRISTALLERIES DE SAINT-LOUIS**

Rue Goetlosquet  
57620 Saint-Louis-Lès-Bitche

Références : SAINT-LOUIS-LES-BITCHE\_CRISTALLERIES-DE-SAINT-LOUIS\_2025-09-16\_RAPVI\_MED\_GS\_01698  
Code AIOT : 0006201804

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/06/2025 dans l'établissement CRISTALLERIES DE SAINT-LOUIS implanté Rue Goetlosquet 57620 Saint-Louis-lès-Bitche. L'inspection a été annoncée le 28/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CRISTALLERIES DE SAINT-LOUIS
- Rue Goetlosquet 57620 Saint-Louis-lès-Bitche

- Code AIOT : 0006201804
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Compagnie des cristalleries de Saint-Louis exploite à Saint-Louis-Lès-Bitche (57620) une cristallerie soumise à autorisation environnementale.

Au titre des ICPE, elle est réglementée par l'arrêté préfectoral modifié DCAT/BEPE/N°2021-172 du 17 août 2021.

Le référentiel utilisé, pour cette visite, est l'arrêté préfectoral modifié du 17 août 2021 précité ainsi que le règlement (CE) n°1907/2006 du parlement européen et du conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), instituant une agence européenne des produits chimiques, modifiant la directive 1999/45/CE et abrogeant le règlement (CEE) n° 793/93 du conseil et le règlement (CE) n° 1488/94 de la commission ainsi que la directive 76/769/CEE du conseil et les directives 91/155/CEE, 93/67/CEE, 93/105/CE et 2000/21/CE de la commission.

#### Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
7	trioxyde d'arsenic	Règlement européen du 18/12/2006, article titre VII	Mise en demeure, produits chimiques	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	mesures périodiques rejets air	Arrêté Préfectoral du 17/08/2021, article 9.2	Sans objet
2	mesures périodiques rejets air	Arrêté Préfectoral du 17/08/2021, article 9.2	Sans objet
3	rejets atmosphériques COV	Arrêté Préfectoral du 17/08/2021, article 9.9	Sans objet
4	autosurveillance des rejets liquides	Arrêté Préfectoral du 17/08/2021, article 4.3.4, 4.3.4.5 et 9.8 (partiels)	Sans objet
5	incident d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 17/08/2021, article 2.5.1 partiel	Sans objet
6	statut Seveso	Arrêté Préfectoral du 17/08/2021,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
		article 1.2.1 partiel	

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection, objet du présent rapport, a mis en évidence des faits non-conformes relatifs à l'utilisation sans autorisation de la commission européenne, d'une substance, le trioxyde d'arsenic, relevant du titre VII du règlement (CE) n°1907/2006 du parlement européen et du conseil du 18 décembre 2006 (REACH).

En application de l'article L.521-17 du code de l'environnement, l'inspection propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant de revenir en conformité sous un délai de six mois. La procédure de contradictoire est mise en œuvre selon les modalités définies par les services de la préfecture de la Moselle.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : mesures périodiques rejets air

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/08/2021, article 9.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rejets atmosphériques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un contrôle annuel des rejets atmosphériques est réalisé par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées. Ce contrôle porte sur l'ensemble des paramètres définis au chapitre 3.2 du présent arrêté.</p> <p>Les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses, moyens dont la durée est une caractéristique de l'équipement représentative des conditions d'exploitation. (<i>tableaux relatifs aux débits, vitesses et valeurs limites des concentrations et flux non reproduits</i>).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La périodicité de contrôle des rejets atmosphériques est respectée : l'exploitant procède chaque année au contrôle de chaque rejet.</p> <p>A l'examen des rapports de contrôle de la 2ème campagne 2024 (rapports Ginger Leces, interventions des 16 au 19 septembre et 5 novembre 2024) et de la 1ère campagne 2025 (rapports Ginger Leces, interventions des 22 au 24 avril 2025) concluant à la conformité des rejets, l'inspection ne constate pas de non-conformité sur l'ensemble des paramètres mesurés.</p> <p>L'inspection constate toutefois l'absence de contrôle pour le paramètre NOx du rejet 33/fours 9 pots et à bassin, le 23 avril 2025. Le précédent contrôle de ce rejet le 27 mai 2024 présentait des résultats NOx conformes en concentration et flux.</p> <p>L'inspection rappelle qu'il appartient à l'exploitant de respecter les prescriptions de son arrêté préfectoral d'autorisation en matière de contrôle de l'ensemble des paramètres des émissions atmosphériques.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

N° 2 : mesures périodiques rejets air

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/08/2021, article 9.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rejets atmosphériques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un contrôle annuel des rejets atmosphériques est réalisé par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées. Ce contrôle porte sur l'ensemble des paramètres définis au chapitre 3.2 du présent arrêté.</p> <p>Les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses, moyens dont la durée est une caractéristique de l'équipement représentative des conditions d'exploitation.  <i>(tableaux relatifs aux débits, vitesses et valeurs limites des concentrations et flux non reproduits).</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection du 8 juillet 2024, l'exploitant indiquait que les rapports de contrôle de la 1ère campagne 2024 n'étaient pas disponibles mais faisait part à l'inspection d'une non-conformité d'ores et déjà relevée par le bureau de contrôle sur le rejet 6a/silos composition : dépassement de la VLE en concentration des métaux (cadmium + mercure + thallium) : 0,35 mg/Nm3 pour une VLE de 0,1mg/Nm3, ayant pour origine une concentration élevée en cadmium ; le flux relevé pour la somme des métaux (cadmium + mercure + thallium) étant conforme.</p> <p>L'exploitant précisait qu'il n'utilise pas de cadmium dans son process et que le laboratoire allait procéder à une nouvelle analyse de l'échantillon conservé.</p> <p>De son côté, l'exploitant avait débuté des investigations sur le filtre du poste « silos composition » (intégrité du filtre).</p> <p>Par courriel du 11 juin 2025, l'exploitant indique que le bureau de contrôle n'a pas su expliquer l'origine de la valeur incohérente du paramètre cadmium, et qu'une contre-mesure a été réalisée sur le rejet 6a/silos composition le 17 septembre 2024 concluant au respect de la VLE pour les métaux (cadmium + mercure + thallium).</p> <p>Lors de la présente visite, l'exploitant indique que le filtre du poste « silos composition » ne présentait pas de défaut d'intégrité.</p> <p>Au regard des résultats conformes de la mesure du 17 septembre 2024, l'inspection ne constate pas de non-conformité.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : rejets atmosphériques COV

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/08/2021, article 9.9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, bilan annuel
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant adresse au préfet, au plus tard le 31 mars de chaque année, sa déclaration annuelle des émissions polluantes, établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets.</p>
<b>Constats :</b>

<p>Lors de la préparation de la visite, l'inspection a examiné la déclaration sur l'application GERP des émissions polluantes au titre de l'année 2024.</p> <p>L'inspection constate que le composé organique volatil (COV) spécifique « aldéhyde formique (formaldéhyde) » émis par cet établissement possède la mention de danger « H350 ».</p> <p>Les émissions pour la mention de danger « H350 » étant déclarées, l'inspection ne constate pas de non-conformité.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : autosurveillance des rejets liquides

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/08/2021, article 4.3.4, 4.3.4.5 et 9.8 (partiels)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, santé / environnement - rejets aqueux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Article 4.3.4 - Gestion des eaux polluées et des eaux résiduaires internes à l'établissement</u>  Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'effluents issus des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacués vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.</p> <p>Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet suivants :</p> <p><i>tableau non reproduit : rejet 3 (eaux de process : atelier composition, décalottage, fours taillerie, lavage, neutralisation ; eaux pluviales : parc à calcins et parc des pots usagés) : débit maximal journalier 60 m<sup>3</sup>/jour ; débit moyen mensuel 40 m<sup>3</sup>/jour [...]</i></p> <p><u>Article 4.3.4.5 - Eaux usées industrielles et eaux pluviales provenant du parc à calcin et du parc des pots usagés</u>  L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies (<i>tableau relatif au rejet 3 vers le Muehlgraben non reproduit</i>).  [...]</p> <p><u>Article 9.8 - Transmission des résultats de l'autosurveillance</u>  Les résultats de l'autosurveillance des prélèvements et des émissions, sauf impossibilité technique, sont transmis par l'exploitant par le biais du site Internet appelé GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquentes).  [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la préparation de la visite, l'inspection a examiné les résultats du rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur des mois de janvier à avril 2025 disponibles sur le site GIDAF et constate l'absence de résultats journaliers (débit, pH et température du rejet) pour les 29 et 30 avril 2025. L'exploitant a justifié l'absence de résultats par la clé d'extraction des données défectueuse. La mise à jour le 23 juin 2025 de la clé a conduit à régulariser les données par la suite.</p> <p>Sur les résultats d'analyse à fréquence continue, journalière, hebdomadaire, mensuelle et</p>

<p>trimestrielle du rejet de cette période, l'inspection ne constate pas de non-conformité.</p> <p>Par ailleurs, un contrôle inopiné du rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur a été demandé par l'inspection en 2024. Le rapport Aspect Service Environnement (intervention du 23 au 24 septembre 2024) présente des résultats conformes.</p> <p>L'inspection ne constate pas de non-conformité.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : incident d'exploitation**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/08/2021, article 2.5.1 partiel</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, santé / environnement - rejets aqueux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de [...] l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un incident similaire, et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la précédente visite, l'inspection avait constaté des non-conformités relatives au dépassement du débit maximal journalier de rejet de 60 m<sup>3</sup>/jour les :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 7 et 8 février 2024 (respectivement 61,1 m<sup>3</sup>/j et 65,85 m<sup>3</sup>/j) ;</li> <li>- 17, 18 et 22 mai 2024 (respectivement 177,68 m<sup>3</sup>/j, 107,11 m<sup>3</sup>/j et 63,9 m<sup>3</sup>/j).</li> </ul> <p>L'exploitant indiquait les causes de dépassement suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- au mois de février, les fortes pluies cumulées à des opérations de maintenance sur la cuve tampon de rejet (problème de sonde) qui n'a plus rempli son rôle de régulation du débit rejeté au jardin de traitement ;</li> <li>- au mois de mai, les fortes pluies et la rupture d'une digue dans la vallée de la Klabach qui a provoqué d'importantes inondations à Saint-Louis-lès-Bitche. L'état de catastrophe naturelle a été reconnu par arrêté ministériel du 5 juin 2024.</li> </ul> <p>L'exploitant précisait qu'un échange a eu lieu avec la commune et les parties prenantes en vue de définir les actions à envisager dans ce type de situation climatique exceptionnelle.</p> <p>Lors de la présente visite, l'exploitant indique qu'une étude est en cours.</p> <p>Conformément à l'article 2.5.1 précité, l'exploitant a transmis les rapports d'incident comprenant notamment les mesures prises pour éviter un incident similaire (courriel du 21 août 2024).</p> <p>L'inspection en prend acte.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : statut Seveso**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/08/2021, article 1.2.1 partiel</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, statut Seveso</p>

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>L'établissement ne relève pas du statut Seveso seuil haut ou seuil bas par dépassement direct ou par la règle de cumul.</p> <p>L'exploitant s'assure et peut vérifier à tout moment que les sommes Sa, Sb et Sc définies à l'article R.511-11 du code de l'environnement calculées au regard du seuil haut et du seuil bas sont inférieures à 1 et que ses installations ne répondent pas à la règle de cumul seuil haut ou seuil bas.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la présente visite, l'exploitant présente son tableau informatique de suivi du statut Seveso, basé sur un inventaire physique mensuel, prenant en compte les bains, cuves de déchets et mélange composition en cours.</p> <p>L'inspection ne constate pas de non-conformité, les installations ne répondent pas à la règle de cumul seuil haut ou seuil bas.</p> <p>L'inspection relève par sondage les quantités de produits et déchets présents sur site : solution ammoniacale usagée (déchet 10 01 07*), bain d'acide fluorhydrique, trioxyde d'arsenic, nitrate d'argent, nitrate de potassium et ammoniac.</p> <p>L'inspection ne constate pas de non-conformité, les quantités de produits et déchets sont inférieures aux quantités autorisées prises en compte dans le calcul Seveso réalisé en 2023 par l'inspection, à l'occasion de la demande de modification réglementée par l'arrêté préfectoral complémentaire DCAT/BEPE/N°189 du 25 septembre 2023.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : trioxyde d'arsenic**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article titre VII</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, autorisation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Obligation d'autorisation pour l'utilisation de substances listées à l'annexe XIV du règlement (CE) n°1907/2006 (REACH).</p> <p><u>Article 2 - Application</u></p> <p>1. Le présent règlement n'est pas applicable : [...]</p> <p>c) aux intermédiaires non isolés ; [...]</p> <p>8. Les intermédiaires isolés restant sur le site et les intermédiaires isolés transportés sont exemptés :</p> <p>a) du chapitre 1 du titre II, à l'exception des articles 8 et 9 ; et</p> <p>b) du titre VII. [...]</p> <p><u>Article 3 - Définitions</u></p> <p>Aux fins du présent règlement, on entend par : [...]</p> <p>3) « article » : un objet auquel sont donnés, au cours du processus de fabrication, une forme, une surface ou un dessin particuliers qui sont plus déterminants pour sa fonction que sa composition chimique ;</p>

4) «producteur d'un article» : toute personne physique ou morale qui fabrique ou assemble un article dans la Communauté ; [...]

13) «utilisateur en aval» : toute personne physique ou morale établie dans la Communauté, autre que le fabricant ou l'importateur, qui utilise une substance, telle quelle ou contenue dans un mélange, dans l'exercice de ses activités industrielles ou professionnelles. [...]

15) «intermédiaire» : une substance fabriquée en vue d'une transformation chimique et consommée ou utilisée dans le cadre de cette transformation en vue de faire l'objet d'une opération de transformation en une autre substance (ci-après dénommée «synthèse») :

a) «intermédiaire non isolé» un intermédiaire qui, pendant la synthèse, n'est pas retiré intentionnellement (sauf à des fins d'échantillonnage) des dispositifs dans lesquels a lieu la synthèse. Ces dispositifs comprennent la cuve de réaction, le matériel annexe et tout matériel par lequel la ou les substances passent au cours d'un processus à flux continu ou d'un processus discontinu, ainsi que les tuyauteries permettant le transfert d'une cuve à l'autre en vue de la prochaine étape de la réaction. Ils ne comprennent pas les réservoirs et autres récipients dans lesquels la ou les substances sont conservées après la fabrication ;

b) «intermédiaire isolé restant sur le site» : un intermédiaire ne répondant pas aux critères définissant un intermédiaire non isolé, dans les cas où la fabrication de l'intermédiaire et la synthèse d'une ou de plusieurs autres substances à partir de cet intermédiaire ont lieu sur le même site, exploité par une ou plusieurs personnes morales ;

c) «intermédiaire isolé transporté» : un intermédiaire ne répondant pas aux critères définissant un intermédiaire non isolé, transporté entre différents sites ou fourni à d'autres sites ; [...]

#### Article 55 - But de l'autorisation et examen des solutions de remplacement

Le but du présent titre est d'assurer le bon fonctionnement du marché intérieur tout en garantissant que les risques résultant de substances extrêmement préoccupantes seront valablement maîtrisés et que ces substances seront progressivement remplacées par d'autres substances ou technologies appropriées, lorsque celles-ci sont économiquement et techniquement viables. À cette fin, l'ensemble des fabricants, des importateurs et des utilisateurs en aval qui demandent une autorisation analysent la disponibilité de solutions de remplacement et examinent les risques qu'elles comportent ainsi que leur faisabilité technique et économique.

#### Article 56 - Dispositions générales

1. Un fabricant, importateur ou utilisateur en aval s'abstient de mettre sur le marché une substance en vue d'une utilisation ou de l'utiliser lui-même si cette substance est incluse à l'annexe XIV, sauf :

a) si l'utilisation ou les utilisations de cette substance, telle quelle ou contenue dans un mélange ou l'incorporation de la substance dans un article pour laquelle la substance est mise sur le marché ou pour laquelle il utilise la substance lui-même ont été autorisées conformément aux articles 60 à 64 ; ou

b) si l'utilisation ou les utilisations de cette substance, telle quelle ou contenue dans un mélange ou l'incorporation de la substance dans un article pour laquelle la substance est mise sur le marché ou pour laquelle il utilise la substance lui-même ont été exemptées de l'obligation d'autorisation prévue à l'annexe XIV elle-même, conformément à l'article 58, paragraphe 2 ; ou

c) si la date visée à l'article 58, paragraphe 1, point c), sous i), n'a pas été atteinte ; ou

d) si la date visée à l'article 58, paragraphe 1, point c), sous i), a été atteinte et s'il a fait une demande dix-huit mois avant cette date mais qu'aucune décision concernant la demande d'autorisation n'a encore été prise ; ou

e) si, dans les cas où la substance est mise sur le marché, cette utilisation a été autorisée à son utilisateur en aval immédiat.

2. Les utilisateurs en aval peuvent utiliser une substance répondant aux critères énoncés au

paragraphe 1, pour autant que son utilisation respecte les conditions d'une autorisation octroyée à cet effet à un acteur situé en amont dans leur chaîne d'approvisionnement.  
[...]

#### Constats :

L'exploitant utilise du trioxyde d'arsenic pour sa coloration blanche du cristal. Cette utilisation est rare (dernière commande du 6 décembre 2022 de 25 kg ; 34,1 kg présents sur site lors de l'inventaire de juin 2025).

L'exploitant a procédé à des essais de substitution de cette substance par le spath fluor et le feldspath de potassium (Cf. inspection du 19 mars 2014) mais cela c'est révélé infructueux.

L'inspection rappelle que le trioxyde d'arsenic, n° CAS: 1327-53-3, cancérigène de catégorie 1A est listé à l'annexe XIV - liste des substances soumises à autorisation du règlement n° 1907/2006. A partir du 21 mai 2015, la mise sur le marché et l'utilisation de la substance sont interdites sans autorisation (article 56) délivrée par la commission européenne (article 60) à l'utilisateur ou au metteur sur le marché, pour une ou plusieurs utilisations définies (article 56).

Ni l'exploitant, ni son fournisseur (la société Altichem dont le siège social est situé ZAC des Béthunes 5 rue de Bretagne à Saint-Ouen l'Aumône -95310) ne bénéficie de l'autorisation ; il n'y a pas de demande d'autorisation en cours, ni de décision d'autorisation en cours.

La fiche de données de sécurité (FDS), demandée au fournisseur par l'exploitant en début d'année pour la mise à jour des FDS du site, est datée du 28 août 2015 et ne fait pas mention d'utilisation comme "intermédiaire" lui permettant de bénéficier d'un régime dérogatoire, caractérisé par un allègement de certaines obligations prévues par le règlement n° 1907/2006 (être exempté des dispositions d'autorisation).

L'exploitant dispose d'un " certificat de conformité REACH - confirmation des conditions strictement contrôlées " pour utilisation de la substance comme intermédiaire.

Par courrier du 24 octobre 2017, l'exploitant a justifié du statut d'intermédiaire des substances utilisées pour la production de cristal, au travers de l'analyse du spectre de diffraction X et de la composition chimique établies sur la substance nouvelle (la signature des pics de diffraction X du trioxyde d'arsenic n'apparaît plus dans la substance nouvelle, le trioxyde d'arsenic est donc consommée).

Toutefois, les circonstances dans lesquelles une substance peut ou non être considérée comme un intermédiaire au titre de REACH sont précisées par la Cour de justice de l'Union européenne dans son arrêt du 25 octobre 2017, qui a donné lieu à une révision de certaines parties du guide technique "intermédiaires" de janvier 2023 dans le but de garantir que leur contenu est en adéquation avec les principes établis par la Cour. Ainsi, l'intention d'utiliser une substance en tant qu'intermédiaire doit être de la transformer en une autre substance ; cette transformation doit intervenir dans le cadre d'un processus chimique nécessitant des moyens techniques (synthèse) conduisant à la fabrication d'une substance à part entière ; toute autre utilisation qui ne satisfait pas à ces exigences, comme ici l'utilisation d'une substance pour produire un article, ne saurait être considérée comme une utilisation en tant qu'intermédiaire, que la substance soit transformée chimiquement ou non.

Ainsi, l'exploitant utilise sans autorisation de la commission européenne, le trioxyde d'arsenic relevant du titre VII du règlement REACH.

Il appartient à l'exploitant de respecter les dispositions du règlement REACH en matière d'utilisation de substances soumises à autorisation.

L'utilisation du trioxyde d'arsenic doit être arrêtée et le stock éliminé comme déchet ou repris par

le fournisseur d'origine.

Considérant cette non-conformité, l'inspection propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions édictées, en application de l'article L.521-17 du code de l'environnement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, produits chimiques

**Proposition de délais :** 6 mois